



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Possibilités d'établissement d'une politique des protéines à l'échelle mondiale

E. Taddei

Citer ce document / Cite this document :

Taddei E. Possibilités d'établissement d'une politique des protéines à l'échelle mondiale. In: Économie rurale. N°115, 1976. Les produits alimentaires stratégiques - Première partie. pp. 43-46;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2441>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_115_1_2441

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

The Possibility of establishing a World Agreement on Proteins - However natural it may seem, a world agreement on proteins has encountered many difficulties owing to the different policies of those concerned.

The U.S. wants to dominate the consumer market by measures that encourage exports (P.L 480 Food Aid for Peace, General Sale Manager) and also by the efforts of professional organizations such as the A.S.A. and multinational firms.

The U.S.S.R. would like to play an international market that is anarchic enabling it to intervene from time to time within its own policy (the sale of sunflower-seed oil in spite of the poor harvest and the purchase of cheap American soya oil).

Europe would like to retain a little of its independence and to play on the price fluctuations but without being equipped to practise this policy because of the diversity of the economic motivations of the member states.

In these agreements the developing countries would like to see results that their possible partners consider excessive.

In this situation it seems difficult to establish a world agreement in the near future, but this economic system was shaken by a serious crisis in 1973 which might well occur again and result in an international agreement.

Résumé

Un accord mondial sur les protéines, pour tout naturel qu'il paraisse, se heurte à de très nombreuses difficultés dues aux politiques divergentes des différents protagonistes. En effet :

- les USA veulent dominer le marché de consommation par des mesures favorisant l'exportation (PL. 480, loi sur l'Aide Alimentaire pour la Paix, General Sale Manager) et aussi par les efforts des Professionnels comme l'ASA et les multinationales,
- l'URSS entend jouer d'un marché mondial anarchique qui lui permet des interventions ponctuelles dans le cadre d'une politique personnelle (vente d'huile de tournesol malgré la mauvaise récolte et achat d'huile de soja US à bas prix),
- l'Europe désire maintenir une fraction de son indépendance et juguler les fluctuations des cours, mais ne se donne pas les moyens de sa politique en raison de la diversité des motivations économiques des Etats membres,
- les Pays en développement recherchent dans ces accords des résultats que leurs partenaires éventuels jugent excessifs.

Il paraît difficile dans ces conditions qu'un accord mondial puisse s'établir dans un proche avenir, mais une crise grave a secoué cette économie en 1973, il n'est pas exclu qu'elle se renouvelle et qu'elle favorise les conditions d'établissement d'un arrangement international.

LES POSSIBILITÉS D'ÉTABLISSEMENT D'UN ACCORD MONDIAL SUR LES PROTÉINES

E. TADDEI

Association française des producteurs de plantes à protéines légumineuses à grosses graines (AFPP)

Un accord mondial sur les protéines, pour tout naturel qu'il paraisse, se heurte à de très nombreuses difficultés dues aux politiques divergentes des différents protagonistes. En effet :

— les USA veulent dominer le marché de consommation par des mesures favorisant l'exportation (PL. 480, loi sur l'Aide Alimentaire pour la Paix, General Sale Manager) et aussi par les efforts des Professionnels comme l'ASA et les multinationales,

— l'URSS entend jouer d'un marché mondial anarchique qui lui permet des interventions ponctuelles dans le cadre d'une politique personnelle (vente d'huile de tournesol malgré la mauvaise récolte et achat d'huile de soja US à bas prix),

— l'Europe désire maintenir une fraction de son indépendance et juguler les fluctuations des cours, mais ne se donne pas les moyens de sa politique en raison de la diversité des motivations économiques des Etats membres,

— les Pays en développement recherchent dans ces accords des résultats que leurs partenaires éventuels jugent excessifs.

Il paraît difficile dans ces conditions qu'un accord mondial puisse s'établir dans un proche avenir, mais une crise grave a secoué cette économie en 1973, il n'est pas exclu qu'elle se renouvelle et qu'elle favorise les conditions d'établissement d'un arrangement international.

The Possibility of establishing a World Agreement on Proteins

However natural it may seem, a world agreement on proteins has encountered many difficulties owing to the different policies of those concerned.

The U.S. wants to dominate the consumer market by measures that encourage exports (P.L 480 Food Aid for Peace, General Sale Manager) and also by the efforts of professional organizations such as the A.S.A. and multinational firms.

The U.S.S.R. would like to play an international market that is anarchic enabling it to intervene from time to time within its own policy (the sale of sunflower-seed oil in spite of the poor harvest and the purchase of cheap American soya oil).

Europe would like to retain a little of its independence and to play on the price fluctuations but without being equipped to practise this policy because of the diversity of the economic motivations of the member states.

In these agreements the developing countries would like to see results that their possible partners consider excessive.

In this situation it seems difficult to establish a world agreement in the near future, but this economic system was shaken by a serious crisis in 1973 which might well occur again and result in an international agreement.

Plutôt qu'un exposé exhaustif sur les possibilités d'établissement d'un accord mondial sur les protéines, une réflexion est présentée ici sur les conditions dans lesquelles se pose cette mise en place éventuelle.

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre particulier des protéines provenant des graines oléagineuses.

En effet, d'une part cette catégorie de protéines tient une place importante dans les échanges internationaux et dans la satisfaction de nos besoins (85 % des ressources françaises en protéines proviennent d'importations : 70 % en tourteaux de soja, 12 % en tourteaux d'arachides, 5 % en tourteaux de colza) ; d'autre part le

secteur des matières grasses dont dépend également ce marché, fait l'objet depuis de longues années, auprès de la FAO d'abord, de la CNUCED maintenant, de rencontres périodiques au niveau des gouvernements, pour l'établissement d'un accord mondial.

La crise est née, pour le marché des protéines, d'une convergence d'événements qui ne sont pas toujours conjoncturels : baisse de la production de soja américain, chute des livraisons de farine de poisson du Pérou, régression de la production d'arachides en Afrique. L'apparition de l'URSS et des Pays de l'Est comme consommateurs de protéagineux (en particulier de soja américain), a contribué à renforcer la tension du marché.

La demande en protéagineux est actuellement concentrée dans les pays à économie développée (Japon et Europe Occidentale), la CEE représentant 60 % de la demande.

Cependant, l'URSS et les pays de l'Est développent leurs productions animales, et utilisent de plus en plus d'aliments composés. Le Département de l'Agriculture des Etats-Unis estime que l'augmentation de la production de viande dans 7 pays de l'Europe de l'Est (URSS exclue), pourrait provoquer une augmentation de l'utilisation des tourteaux de soja dans ces pays de 8,2 % par an jusqu'en 1980.

l'importance du soja

Toutefois, cette analyse fait ressortir que l'élément essentiel de l'équilibre de ce secteur dépend pour une grande part du marché du soja. Or parmi toutes les matières premières utilisées pour l'alimentation du bétail, seule la production de soja semble susceptible de variations significatives à l'échelle mondiale. Cette production est déjà passée de 15,9 millions de tonnes en 1961 à 46 millions de tonnes en 1975, alors que la production mondiale d'autres tourteaux a connu une stagnation, et même une diminution (arachide, tournesol et lin). Il est peu probable que la production d'arachides puisse augmenter à court terme. Quant à la farine de poisson, la production a connu une baisse considérable depuis 1972 et il ne semble pas que le Pérou principal fournisseur du monde, puisse reprendre bientôt la pêche de façon intensive.

La part des autres protéagineux (farine de viande, d'herbe, graines de légumineuses...) dans l'approvisionnement mondial est assez réduite et ne connaîtra sans doute pas de variations notables dans les prochaines années.

— La possibilité de satisfaire les besoins mondiaux en protéagineux dépend donc largement de la production de soja. Actuellement, cette production semble satisfaire la demande. La situation critique du marché mondial des protéines en 1972/1973 et l'embargo sur le soja ont incité les éleveurs européens à modérer leur consommation d'aliments composés, tandis que la flambée des prix entraînait une baisse de la consommation de viande aux Etats-Unis.

— A l'heure actuelle, la tendance est à une baisse des prix, mais il s'agit d'une situation purement conjoncturelle : il serait d'autant plus dangereux de s'abandonner à une euphorie illusoire qu'il s'agit d'un marché particulièrement instable, lié aux problèmes monétaires. En réalité les besoins mondiaux en protéines ne cessent de s'accroître, et il est peu probable que les Etats-Unis augmentent leur production. Les semencements américains de 1974 ont été inférieurs à ceux de 1973, et la récolte ramenée de 43 à 40 millions de tonnes, pour remonter à 46 millions de tonnes en 1975. En revanche, la récolte de soja peut encore augmenter en Argentine

et surtout au Brésil où, de 4,9 millions de tonnes en 1973, elle pourrait passer à 15 millions de tonnes en 1980. Mais la demande intérieure augmente fortement au Brésil et pourrait absorber une grande part de cette production.

— On estime que pour compenser l'augmentation de la demande mondiale en tourteaux, il faudrait augmenter les semencements de soja de 1.300.000 hectares par an. Les ressources américaines seront insuffisantes pour répondre à l'accroissement des besoins ; une nouvelle crise des protéines est probable.

Ces brutales fluctuations peuvent avoir et ont déjà des conséquences graves sur l'économie de certains pays.

Des pays en développement ont des chances d'émergence étroitement liées à la valeur de leurs disponibilités en matières premières ; ils voient au cours d'une même année leurs ressources s'accroître ou diminuer par le jeu de mécanismes sur lesquels ils n'ont aucun contrôle, mais les conséquences sont graves également pour l'économie des pays consommateurs et notamment ceux du marché commun qui importent 85 à 95 % de leurs besoins en protéines et matières grasses.

Dans le Marché Commun, la politique agricole commune dans le secteur oléagineux est basée sur le principe de la liberté des échanges. Dans ce cas, les fluctuations aberrantes des cours mondiaux mettent les industries utilisatrices et, par voie de conséquence, l'écoulement des productions agricoles européennes à la merci, pour leur approvisionnement ou la rémunération de leurs produits, du fameux libre jeu de l'offre et de la demande sur lequel ils n'ont également aucun moyen de contrôle.

Il semblerait donc évident, sage, rationnel, tout naturel en un mot, d'établir entre pays producteurs et pays consommateurs solvables, un accord garantissant aux uns une rémunération constamment satisfaisante, et aux autres la sécurité de leur approvisionnement et la rentabilité de leurs entreprises.

Il n'en est rien et il en sera ainsi pour un long temps encore.

Ces difficultés apparaissent actuellement comme difficilement surmontables. Elles tiennent sans doute (1) à l'absence ou à l'insuffisance de volonté politique ; elles tiennent aussi à la structure même de ce marché et à la formation des cours internationaux.

la formation des cours mondiaux

L'ajustement entre l'offre et la demande qui permet la détermination du prix, est basé sur la connaissance des ressources et des besoins. Or cette connaissance est approximative : les estimations de récolte, même dans les pays techniquement avancés, varient en fonction des

(1) Cf. M. JANTON. — Les perspectives des accords de base. Dans ce numéro, page 18.

précisions successives ; la connaissance des besoins dépend des positions en couverture ou en arbitrage des spéculateurs internationaux. En effet certains opérateurs internationaux peuvent aggraver, en les anticipant, les tendances du marché par l'interprétation excessivement optimiste ou alarmiste de la conjugaison d'informations sur l'évolution du marché.

Le cumul de ces motivations sur les bourses internationales aggrave donc les perturbations dont nous parlions tout à l'heure, perturbations qui jouent sur la valeur du déficit ou de l'excédent escomptés. Les différences peuvent, en valeur, passer du simple au triple, alors qu'en volume, elles proviennent d'une fraction marginale des échanges. Ceux-ci peuvent être considérablement modifiés par la disparition ou par l'apparition (espérons-le, de plus en plus fréquente de pays pauvres jusqu'à maintenant) de consommateurs solvables ; les crises dues à la pléthore, donc de moindre revenu pour les agriculteurs, sont de faux problèmes et pourraient être parfaitement évités.

Par exemple, grâce à la constitution de stocks régulateurs. Et c'est là que nous rejoignons l'autre diff culté fondamentale qui tient à la structure du marché.

la structure du marché

Le problème serait simple s'il n'y avait que des pays en développement vendeurs, et des pays industrialisés acheteurs. Même si ces derniers étaient partiellement producteurs.

Le problème devient insoluble lorsque des pays industrialisés sont également exportateurs de matières premières, lorsque leur agriculture s'inscrit donc dans une économie équilibrée par une puissante industrie, et surtout lorsque leur marché intérieur représente 95 % de leur PNB.

La création de stocks régulateurs qui constitueraient le mécanisme essentiel d'un arrangement mondial, en assurant un écoulement régulier des productions et des cours constants, ne correspond ni au tempérament, ni à l'intérêt immédiat de ces pays. Leur intérêt immédiat est l'accaparement des marchés de consommation ; leur tempérament les pousse à jouer sur la création de différences importantes, afin de multiplier le profit même au prix de quelques risques.

Aux Etats-Unis, l'objectif essentiel est la recherche des débouchés. Il s'agit de rendre attrayant pour les pays consommateurs, l'achat des surplus des USA. Ce rôle est rempli surtout par la PL 480, loi promulguée en 1954 en vue de réduire les stocks croissants de produits agricoles excédentaires et d'équilibrer production et utilisation. A l'origine, la PL 480 prévoyait l'écoulement des excédents agricoles sous trois titres : ventes payables en monnaie locale, aide alimentaire de secours, distribution intérieure et extérieure de produits alimentaires, et troc.

Une série de modifications ont été apportées ensuite (1966, vote de la loi sur l'Aide Alimentaire pour la Paix). La PL 480 a été récemment prorogée par la loi sur l'Agriculture de 1970, pour les années 71, 72, 73. Il s'agit là de la 8^{me} prorogation de cette loi qui autorise les crédits à long terme en dollars, les ventes en devises étrangères et les dons de produits agricoles aux pays en voie de développement.

Dans la pratique, cette loi et un certain nombre d'autres dispositions permettent de donner aux exportateurs des crédits sur 36 mois à un taux plus bas que le normal, pour des produits de consommation dirigés sur certains pays. La garantie des risques politiques permet des exportations à des conditions avantageuses pour les pays importateurs (essentiellement les pays en voie de développement), paiement en monnaie locale, facilités de crédit... Ces exportations intéressent également les Etats-Unis par les investissements qu'elles procurent et favorisent.

Il faut ajouter les efforts des groupes de pression comme l'ASA, et des multinationales, dont l'activité a permis de faciliter l'écoulement sur les marchés extérieurs des huiles et des tourteaux, et de limiter l'écoulement sur ces marchés des productions européennes.

Cette attitude négative à l'égard d'un accord mondial n'est pas l'apanage des USA. En effet, l'URSS intervient dans une optique b'en différente. Mais les conséquences sont les mêmes.

En effet, l'organisation du commerce dans les *pays socialistes* a deux traits communs essentiels : elle est du ressort de l'Etat en vertu du principe de monopole étatique du Commerce Extérieur, elle est une partie de la planification générale interne.

a — *l'organisation du commerce est du ressort de l'Etat :*

Il y a un monopole d'Etat. Il est exercé par le Ministre Fédéral du Commerce Extérieur, qui arrête les plans d'importation et d'exportation et surtout dirige l'activité des Unions Fédérales pour le Commerce Extérieur, placées sous sa subordination. Ces Unions assurent pour un groupe déterminé de produits toutes les fonctions d'importation et d'exportation, et constituent l'intermédiaire obligatoire entre les Unités Nationales de production et leurs vendeurs ou acheteurs étrangers.

b — *en outre, le commerce extérieur demeure une subdivision du plan économique général.*

Les pays socialistes ne vendent aux pays capitalistes industrialisés que parce qu'ils ont besoin d'acheter et s'efforcent d'équilibrer leur balance des paiements avec chacun de leurs partenaires.

La priorité accordée aux importations découlant du Plan, et la nécessité de couvrir celles-ci par montant égal d'exportations, explique le comportement quelquefois paradoxal des pays socialistes sur le marché inter-

national (ventes sur le marché mondial d'huile de tournesol malgré la mauvaise récolte, par suite de la nécessité de créer des devises, l'équilibre de l'opération étant réalisé par l'achat d'huile de soja aux USA à bas prix, ce qui permet de profiter de l'anarchie du système mondial).

Du fait de la planification en nature du commerce extérieur, l'écart entre les prix intérieurs et les prix internationaux peut être durablement maintenu sans mettre en péril l'équilibre interne, car les variations des prix mondiaux à l'exportation ou à l'importation n'influent pas sur la rentabilité des entreprises travaillant pour l'exportation ou l'importation.

Ainsi les quantités de graines ou d'huile de tournesol mises sur le marché ne sont pas forcément des excédents incoulables de la production, et les prix auxquels ils sont offerts n'ont pas non plus forcément de lien avec le prix de revient réel.

Il en résulte que les prix pratiqués, les quantités offertes sur le marché international dépendent d'une politique agricole ou commerciale où n'intervient pratiquement pas le libre jeu de l'offre et de la demande ; d'où nul intérêt pour le marché extérieur, ni nécessité de se conformer à un accord mondial.

Ainsi, les protagonistes d'un accord mondial ont tous des politiques divergentes :

- les USA veulent dominer le marché de consommation ;
- l'URSS entend jouer d'un marché mondial anarchique qui lui permet des interventions ponctuelles dans le cadre d'une politique personnelle ;
- l'Europe désire maintenir une fraction de son indépendance et juguler les fluctuations des cours, mais ne se donne pas les moyens de sa politique en raison de la diversité des motivations économiques des Etats Membres ;
- les pays en développement recherchent dans ces accords, comme l'a rappelé M. Janton, des résultats que leurs partenaires éventuels jugent excessifs.

Dans ces conditions, peut-on établir un accord mondial dans ce secteur ? Dans un proche avenir, vraisemblablement pas.

Mais une crise grave a secoué l'économie en 1973. Il n'est pas exclu qu'elle se renouvelle, et qu'elle favorise les conditions d'établissement d'un arrangement international.

DISCUSSION

M. Bichat. — Je souhaiterais que M. Taddei puisse nous donner des informations sur le développement de la production du soja au Brésil.

Cette production est en effet en plein essor et a entraîné une stabilisation du prix du soja aux prix actuels, ce qui a entraîné 2 conséquences majeures :

1) l'arrêt de la croissance de la production américaine : on peut même prévoir qu'elle baissera parce qu'aux cours actuels, les fermiers américains ont intérêt à produire du maïs plutôt que du soja,

2) l'arrêt ou plutôt le ralentissement très important des recherches sur la production de protéines à partir des hydrocarbures. Les entreprises pétrolières estiment désormais que l'avènement du Brésil sur le marché des protéines va stabiliser le prix des protéines végétales pendant au moins cinq ans à un niveau qui ne permet pas à ces nouvelles techniques de devenir rentables.